

A votre rencontre ce jour là :

Monsieur le Procureur de la République de Vesoul
Une juriste de l'ANSSI (Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information)
Une notaire
Un avocat
Un huissier

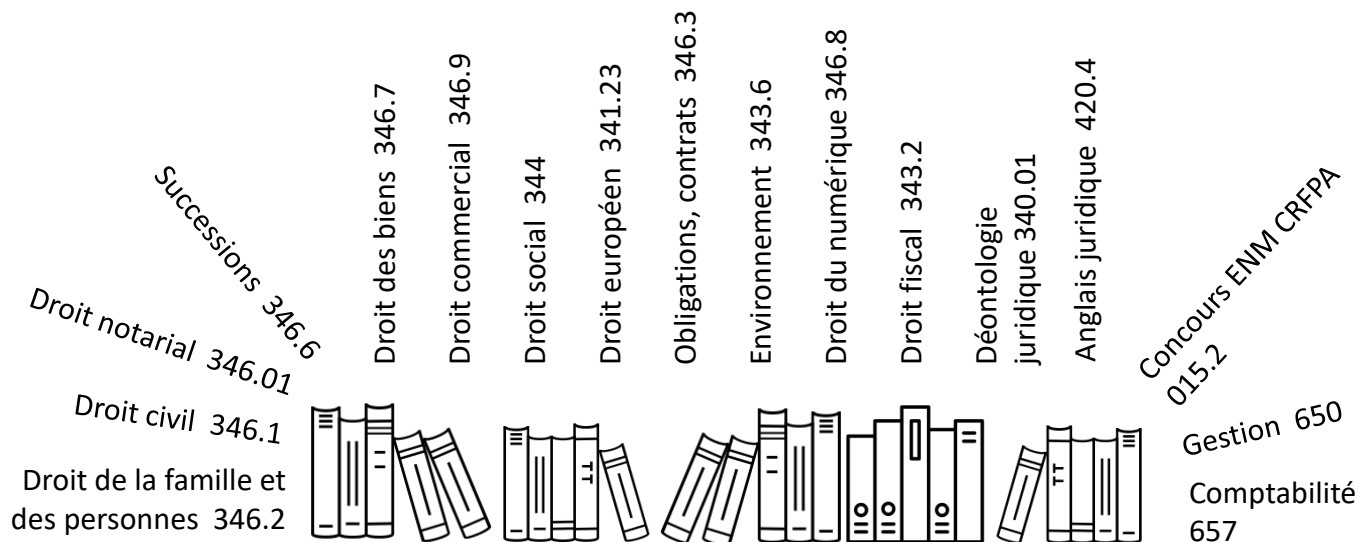


Avocats, juristes, magistrats, notaires... ils exercent des métiers très différents, dans des lieux divers (tribunal, étude, cabinet ou entreprise) et sous tous les statuts (fonctionnaire, libéral ou salarié). Leur point commun : de longues études de droit.

Cette plaquette a été réalisée
par la Bibliothèque Proudhon

BU

**Toute la documentation nécessaire est
à la BU...**



**Secrétaire
juridique**
Avocat
**Commissaire-
priseur**
Magistrat



Juriste nouvelles technologies
Juriste d'entreprise
Administrateur judiciaire

Huissier
Greffier
Notaire

Collaborateur.trice de notaire

Préparer et rédiger des actes. Mariage, Pacs, succession, adoption, vente et achat immobiliers : autant de contrats préparés et rédigés par le collaborateur de notaire. Sous la responsabilité de ce dernier, il assure le montage et le suivi des dossiers après avoir rassemblé les pièces administratives nécessaires.

Respecter la loi. Spécialisé en fiscalité immobilière, en droit de la famille, de l'urbanisme, des affaires ou encore des sociétés, il règle des situations concrètes, conformément à la législation. S'il joue un rôle essentiel dans le respect et l'application de la loi, il n'a pas de responsabilité juridique et n'est pas autorisé à signer les actes notariés.

Informé et conseiller. Ce professionnel travaille de concert avec ses collègues (secrétaires, comptables, formalistes...), mais aussi avec de nombreux interlocuteurs extérieurs (banquiers, propriétaires, agents immobiliers).

Recevoir les clients de l'étude fait également partie de ses activités. Il les écoute, les conseille et prend le temps de leur expliquer les termes juridiques liés à l'affaire en cours.

Un technicien du droit. Passionné par les questions juridiques, le collaborateur de notaire est un technicien du droit polyvalent, qui maîtrise parfaitement la législation et ses évolutions. Cela lui permet de gérer des dossiers divers et complexes, et d'envisager une progression de carrière intéressante.

Sens du contact. Doté d'un excellent relationnel, toujours disponible, il s'adapte facilement à des publics différents. Il est également apprécié pour ses talents de médiateur et de conciliateur. En effet, c'est à lui que revient souvent la difficile tâche de rapprocher des points de vue divergents.

Discrétion exigée. Diplomatie, rigueur, organisation sont nécessaires pour pratiquer ce métier, mais la première qualité requise reste la discrétion. Pénétrant dans la vie intime de la clientèle, le collaborateur de notaire est tenu au secret professionnel

Niveau minimum d'accès : bac + 2

Salaire débutant : 1842 €

Secrétaire juridique

Secrétariat classique. Il accueille les clients, répond au téléphone, fixe des rendez-vous, tient l'agenda de son supérieur, assure la saisie des courriers et le suivi du règlement des factures, classe et archive les dossiers, organise les déplacements et les voyages.

Suivi des dossiers juridiques. Il assure également une veille documentaire des textes de loi et de la jurisprudence, prépare les dossiers en rassemblant les documents nécessaires aux procédures. Il peut participer à la rédaction des notes de synthèse ou des conclusions. En entreprise, il aborde davantage des questions liées au droit des sociétés, au droit social (contrats de travail, procédures de licenciement, élaboration de dossiers pour les prud'hommes, formation professionnelle, etc.).

Accueil des clients. Premier contact avec le client, le secrétaire juridique doit lui réserver le meilleur accueil, lui indiquer le juriste qui saura répondre à sa demande, mais aussi le tenir informé de l'évolution de son dossier en l'absence de son supérieur.

Organisé, fiable et discret. Le secrétaire juridique doit se montrer rigoureux, organisé, autonome et capable de prendre des initiatives. Aimable avec la clientèle, il sait aussi faire preuve de discrétion, car il est soumis au secret professionnel.

À l'aise à l'oral et à l'écrit. La maîtrise de l'outil informatique, l'aisance dans l'expression orale et écrite sont évidemment indispensables. Chargé de saisir le contenu des dossiers, les conclusions adressées aux parties..., il doit connaître le droit et ses procédures.

Parler au moins une langue étrangère (l'anglais) est souvent demandé par les employeurs. Résistant au stress. Aptitude à communiquer diplomatiquement en toutes circonstances, confidentialité, capacité d'adaptation... nombreuses sont les qualités relationnelles du secrétaire juridique. En cabinet, il lui faut également se montrer rapide, réactif, capable de gérer les priorités... et le stress.

Niveau minimum d'accès : bac + 2

Salaire débutant : 1536 €

Synonymes : Assistant/e juridique

BAC + 2

Greffier

Technicien de la procédure. Il a pour première mission d'enregistrer les demandes des plaignants, de rédiger les actes et d'assembler les pièces. Il doit également informer les différentes « parties », c'est-à-dire l'accusation et la défense, des dates d'audience. Sa principale tâche consiste à authentifier les décisions de justice. La rigueur est de mise : une procédure mal engagée peut entraîner l'annulation d'un jugement.

Scripte aux audiences. Le greffier joue également un rôle clé à l'audience. Sa présence y est obligatoire. Il retranscrit officiellement les débats, note les déclarations des personnes à la demande des avocats ou des magistrats. Il rédige aussi les arrêts du tribunal et dresse les procès-verbaux.

Premier interlocuteur au tribunal. Enfin, son rôle est d'accueillir et d'informer le public. C'est lui qui explique aux plaignants la manière de constituer un dossier, comment lancer une procédure... Chaque greffier est rattaché à une juridiction (tribunal de grande instance, cour d'appel...). Après 4 ans d'expérience, le greffier peut passer le concours interne pour devenir greffier en chef.

Un vulgarisateur des lois. Le greffier est le premier contact du grand public avec la justice. Sa patience, sa discrétion, sa diplomatie et son excellent relationnel sont des qualités très appréciées. Ce pédagogue sait expliquer simplement la complexité du langage juridique aux justiciables.

Organisé et technicien. Compte tenu du nombre important d'affaires à suivre, le greffier doit être très organisé et méthodique... et posséder de solides connaissances en droit (civil et pénal). Polyvalent, il gère de nombreux dossiers en même temps, tout en maîtrisant les étapes d'une procédure. Il se distingue également par sa rapidité dans la rédaction des notes d'audience.

Un gestionnaire humain. Pour devenir greffier en chef, ce professionnel doit posséder des compétences en management (animation d'équipes, organisation de réunions...), sans oublier une grande capacité d'adaptation.

Niveau minimum d'accès : bac + 3

Salaire débutant : 1700 €

Statut(s) : Statut fonctionnaire

BAC + 3

Administrateur.trice judiciaire

Conseiller les entreprises. Il a pour première mission le conseil aux entreprises qui rencontrent des difficultés financières, dans le cadre de procédures de prévention (conciliation et mandat ad hoc). Il aide les dirigeants à renégocier leurs dettes, à trouver des partenaires...

Diagnostiquer et assister. Lorsqu'une entreprise ne peut plus faire face au remboursement de ses dettes, une procédure judiciaire est engagée par le tribunal. L'administrateur judiciaire prend alors l'entreprise sous sa responsabilité afin qu'elle poursuive son activité ou soit reprise par de nouveaux actionnaires. Pour mener à bien sa mission, il établit un diagnostic complet de la société et assiste le chef d'entreprise dans la gestion de ses biens. Il élabore un plan de sauvegarde ou de redressement, voire de cession.

Proposer des solutions. À l'issue de la période d'observation, l'administrateur présente des solutions au tribunal. Si ce dernier est favorable à la poursuite de l'activité de la société, l'administrateur négocie avec les banques un remboursement échelonné des dettes dans le temps. Si l'entreprise est, en partie ou totalement, reprise par un autre dirigeant, il se charge de régler les formalités liées à la vente. Lorsque toutes les mesures de sauvegarde ont échoué, le tribunal ordonne la liquidation de la société et fait intervenir un mandataire judiciaire.

Juriste et gestionnaire. Outre des connaissances approfondies en droit (commercial, civil, social, fiscal), ce métier exige des compétences complémentaires en gestion, en finance et en comptabilité.

Négociateur et conciliateur. L'étude de dossiers et de colonnes de chiffres est loin de constituer l'essentiel des activités. Audiences au tribunal, rendez-vous avec les chefs d'entreprise, rencontres avec les représentants du personnel, les banques, les experts-comptables, les avocats des entreprises, etc. occupent également les journées de ce dernier. Si sa capacité d'analyse de la situation commerciale et financière de l'entreprise est essentielle, il doit aussi savoir communiquer dans un esprit de conciliation, de recherche d'accord entre l'entreprise et ses créanciers.

Tact et diplomatie. Il doit faire preuve d'une grande capacité d'écoute et d'adaptation pour gérer des situations critiques. Tact et diplomatie, patience et compréhension sont autant de qualités exigées dans cette fonction. Les décisions sont lourdes de conséquences : à lui de les expliquer à ses interlocuteurs et de les faire accepter.

Niveau minimum d'accès : bac + 4

Statut : Libéral

BAC + 4

Mandataire judiciaire

Représenter les créanciers. Une entreprise dans l'incapacité de payer ses dettes peut être placée en redressement judiciaire par le tribunal de commerce ou de grande instance, à la demande des créanciers (salariés, clients, fournisseurs, banques...) représentés par le mandataire judiciaire. Il analyse les comptes, épiluche les factures, vérifie le montant exact des dettes pour proposer des solutions de remboursement.

Procéder à la liquidation. Si les tentatives de redressement ont échoué, le tribunal ordonne la liquidation judiciaire de la société. Le mandataire (appelé alors liquidateur) procède à la vente des biens de l'entreprise, de l'artisan ou du commerçant, aux enchères ou à l'amiable. Il gère les licenciements et règle les sommes dues aux créanciers. Lorsqu'un repreneur a été accepté par le tribunal, il procède à la cession de l'entreprise avec reprise partielle ou totale des salariés. Il agit sous le contrôle d'un juge-commissaire, du procureur de la République et d'un commissaire aux comptes.

Vérifier les responsabilités. Collaborant, au cours de ses missions, avec tous les acteurs de la procédure (juges, patrons, créanciers, banques, salariés...), le mandataire apporte au juge sa connaissance du terrain et des dossiers. S'il constate des faits susceptibles d'engager la responsabilité pénale ou civile des dirigeants, il saisit le procureur de la République.

Outre des connaissances approfondies en droit (commercial, civil, social, fiscal), ce métier exige des compétences complémentaires en gestion, en finance, et plus particulièrement en comptabilité.

Humain et diplomate. Ce dernier doit faire preuve d'une grande capacité d'écoute et d'adaptation pour gérer, au mieux, des situations critiques. Ses décisions, lourdes de conséquences, doivent être expliquées à ses interlocuteurs et acceptées. Tact, diplomatie, patience, sens du contact et de la négociation sont autant de qualités exigées pour ce poste.

Respectueux et assermenté. Soumis au respect de règles professionnelles et déontologiques très strictes, il prête serment dès son accès à la profession. Il exerce sa mission dans la plus grande confidentialité et ne doit pas avoir d'intérêts communs avec le dirigeant (ou les créanciers). Il lui est expressément interdit d'exercer en parallèle une autre profession, afin d'éviter les conflits d'intérêts.

Niveau minimum d'accès :
Niveau bac + 4 au minimum

Salaire : Revenu variable selon la taille des dossiers confiés par le tribunal.

BAC + 4

Juriste d'entreprise

Études et conseil. Choisir le régime fiscal le plus favorable, mener à bien un plan social, établir et négocier des contrats..., le juriste protège et défend les intérêts de la société pour laquelle il travaille. Il joue un rôle de conseil en informant les différents services (ressources humaines, direction financière, direction commerciale...) des lois en vigueur. Il accompagne les démarches et les projets en cours en s'appuyant sur sa parfaite connaissance des réglementations.

Veille juridique. Une nouvelle législation s'applique à la fiscalité, au régime des retraites, au contentieux entre deux sociétés ? Pour éviter tout manquement à la loi, ce juriste se tient informé de l'évolution du droit. Il exerce par ailleurs une veille permanente afin d'interpréter, d'appliquer et d'expliquer les textes à ses collaborateurs et clients.

Spécialisation et expertise. Le juriste affine ses compétences en se spécialisant dans des domaines porteurs : les contrats, la concurrence, le droit social, l'environnement, les brevets, la propriété intellectuelle... Les employeurs, en particulier les grands groupes, recherchent une expertise.

Des solutions concrètes. Doté d'une excellente mémoire, le juriste connaît parfaitement son domaine d'intervention : droit du travail, fiscalité, contrats, contentieux, droit immobilier... sans oublier le monde de l'entreprise, de l'économie et de la finance. Ses principaux atouts ? Utiliser ses connaissances de la législation en s'adaptant aux situations très concrètes qu'il rencontre et en apportant des réponses précises. La pratique de l'anglais est devenue indispensable.

Rigueur et objectivité. Aisance écrite et orale, capacité d'analyse et de synthèse associées à une grande rigueur sont des qualités indispensables pour comprendre la problématique d'un dossier et la résoudre. De plus, il doit faire preuve d'objectivité, afin d'éviter de porter des jugements de valeur dans son interprétation de la législation.

Niveau minimum d'accès : bac + 5

Statut(s) : Statut salarié

Métiers Associés :

- Juriste bancaire,
- Juriste droit de l'environnement,
- Juriste droit des contrats,
- Juriste droit des sociétés,
- Juriste droit fiscal,
- Juriste droit social,
- Juriste propriété industrielle,
- Juriste propriété intellectuelle

Salaire débutant : 2916 euros brut par mois en moyenne.

BAC + 5

Juriste nouvelles technologies – numérique ou Juriste internet / juriste NTIC

Le juriste nouvelles technologies est un professionnel juridique spécialisé dans le domaine des nouvelles technologies : haute technologie, nouvelles techniques de l'information et de la communication (Internet, smartphone...). C'est un spécialiste du droit. Son rôle consiste bien évidemment à conseiller et assister la structure pour laquelle il travaille, mais aussi à assurer sa défense en cas de procédure grâce à l'aide d'un avocat. Comment devenir Juriste nouvelles technologies ? Retrouvez ici les missions, formation nécessaire, rémunération de cette profession.

Des missions très variées. Ses connaissances pointues dans le domaine du droit l'amènent à superviser une entreprise afin qu'elle respecte ses devoirs conformément à la législation en vigueur. Il intervient donc en amont de toute irrégularité potentielle par le conseil et l'information. Toutefois, il ne s'agit pas de sa seule mission. Il accompagne son employeur dans toutes les démarches juridiques (administratives, contrats, etc. Il réalise aussi des expertises pour les sociétés avec lesquelles il travaille afin d'optimiser leur bon développement. En tant que spécialiste des NTIC, il est l'interlocuteur privilégié garant à la fois du cadre réglementaire et traite toutes les problématiques de droit liées à l'informatique, à Internet, ou encore aux logiciels.

Son rôle :

- réaliser des expertises juridiques
- alerter sur les risques encourus par la société
- défendre l'entreprise en cas de contentieux
- étudier les dossiers qui lui sont confiés
- rédiger divers contrats et conventions
- accompagner le changement introduisant les NTIC
- veiller à l'application des nouvelles lois en vigueur
- conseiller et prendre position sur les décisions de l'organe dirigeant
- définir la stratégie juridique la plus appropriée.

BAC + 5

Les qualités requises. C'est avant tout un connaisseur avéré en matière de droit. Il doit se montrer capable d'appliquer la théorie dont il a connaissance aux situations concrètes les plus diverses. Il est donc essentiel qu'il dispose d'une réelle capacité d'adaptation et d'un esprit d'analyse au regard des différents dossiers dont il aura la charge. Les NTIC étant en continuelle évolution, sa capacité d'adaptation s'étend au-delà de la simple expertise. Il doit aussi maîtriser parfaitement la législation liée à Internet, à la propriété intellectuelle et à l'informatique en général. Il interagit avec de nombreux interlocuteurs. Il doit donc être un spécialiste sur le plan technique et posséder des qualités pédagogiques et relationnelles développées. Il a un bon niveau rédactionnel, il est de préférence bilingue et doit faire preuve de rigueur ainsi que de déontologie au sein de ses fonctions.

Carrière. L'accès au marché du travail est relativement facile pour les diplômés. Si les professionnels du droit ne manquent pas de travail, c'est d'autant plus le cas pour les spécialistes des milieux de l'informatique et du multimédia. Les débutants trouveront facilement des missions pour faire leurs 1ères armes dans le métier, le marché étant dynamique et porteur. Avec de l'expérience professionnelle, le **juriste nouvelles technologies** peut évoluer vers le métier d'avocat. Ce poste lui est accessible à partir de huit ans d'exercice. Il lui sera parfois possible d'évoluer au sein de l'entreprise sur un poste managérial.

Salaire brut mensuel d'un débutant : 2900 €

Devenir Juriste nouvelles technologies : formation nécessaire

Le métier est accessible à partir d'un bac + 5 incluant une licence généraliste en droit. La fac de droit est un cap très sélectif pour les futurs juristes. Les étudiants ayant obtenu leur diplôme pourront alors se spécialiser en effectuant un master en droit des affaires, avec une spécialité en droit du multimédia, du numérique et des systèmes d'information. Cette formation peut être complétée par un diplôme de juriste conseil d'entreprise, que les employeurs apprécient particulièrement. Les bases pour le métier de **juriste nouvelles technologies** sont donc au départ très théoriques et constituent le socle de connaissances très pointues dont ils auront besoin au sein de leurs fonctions.

Situation du métier / contexte pour devenir Juriste nouvelles technologies

Le **juriste nouvelles technologies** est généralement recruté dans les entreprises de plus de 300 salariés, où l'expertise juridique s'avère être un besoin permanent. Le juriste NT peut occuper une place de « bras droit » aux côtés du dirigeant puisque c'est à lui qu'il se réfère constamment. Contrairement à d'autres spécialités juridiques, il exerce peu souvent sa profession en tant que libéral. Les outils multimédia et numériques étant devenus indispensables dans les grandes entreprises, la profession de juriste Internet ou NTIC est amenée à se développer. c'est un métier d'avenir qui tend à continuer d'évoluer et à offrir de réelles opportunités pour les postulants.

Secteurs associés au métier : [Audit](#), [Conseil](#), [Expertise](#), [Droit](#), [justice](#),

Matières associées au métier : [Droit](#), [Informatique](#) et [sciences du numérique](#),

Commissaire priseur

Inventorier et expertiser. Il procède à l'inventaire de la prise, c'est-à-dire de tous les biens qui lui sont soumis par décision de justice (liquidation, succession...) ou par un particulier. Il consigne leur provenance, date l'époque de leur fabrication, inscrit le nom de l'artisan, du peintre ou du joaillier, s'il est connu. Il estime ensuite la valeur de ces objets pour fixer leur prix de départ lors de la vente.

Organiser des ventes. L'organisation d'une vente commence par la constitution d'un réseau, en démarchant des acheteurs potentiels. C'est pendant cette phase que le commissaire-priseur réalise le catalogue. Celui-ci présente les références artistiques et physiques des objets mis à la vente, leur époque et leurs dimensions. Les ventes peuvent être à thèmes. Le commissaire-priseur peut faire de la publicité dans la presse spécialisée ou régionale.

Faire monter les enchères. Les enchères représentent l'aboutissement du travail du commissaire-priseur et révèlent tout son talent. Il y démontre sa capacité à se constituer un stock intéressant et une bonne clientèle, son habileté à présenter les objets, sa faculté à faire monter les enchères...

Connaître les arts. Il est impossible d'exercer ce métier sans une excellente culture et des connaissances approfondies en art. Passionné par l'objet et son histoire, le commissaire-priseur doit pouvoir facilement identifier, dater un objet et ne faire appel à un expert spécialisé qu'en cas de doute.

Maîtriser le droit. Sa formation juridique lui permet de bien connaître le marché de l'art, sa réglementation, son évolution... Il a des compétences en droit civil, commercial, notarial ou encore européen. Il doit aussi acquérir une pratique des estimations et prisées, des inventaires, des expertises et des partages.

Mettre en valeur. Il doit avoir un sens certain de la mise en scène des œuvres, objets, ou pièces de mobilier présentés sur catalogue ou en salle des ventes, afin d'en tirer le meilleur prix. Il les met en valeur afin de susciter de l'intérêt chez les acheteurs potentiels. À la fois expert, psychologue et acteur, il sait les convaincre et les séduire. La lecture régulière de « La Gazette de l'hôtel Drouot » lui permet de suivre le marché de l'art, en constante évolution.

Niveau minimum d'accès : bac + 5

Statut(s) : Libéral ou statut salarié

BAC + 5

BAC + 6

Huissier

Informers les justiciables. Officier ministériel, il a le monopole de certaines activités. Il informe les personnes qu'une action de justice est engagée contre elles en leur remettant une convocation : une assignation en matière civile ou une citation en matière pénale. Une fois le jugement rendu, il porte à la connaissance des intéressés la décision de justice.

Exécuter les jugements. À l'exception des peines d'emprisonnement, son intervention est essentielle pour faire appliquer les jugements rendus par la justice, notamment le recouvrement des créances. Il recherche des solutions en proposant au débiteur un plan de remboursement. En l'absence de tout accord, et après décision de justice, l'huissier procède au recouvrement forcé des dettes : saisies (meubles, salaire...), expulsions lorsqu'il s'agit de loyers impayés...

Établir des constats. Il est également compétent pour établir des constats (dégâts des eaux, malfaçons...). Ces derniers servent de preuve incontestable devant les tribunaux et permettent aux victimes d'obtenir réparation du préjudice. Autres missions possibles : l'organisation de ventes aux enchères, la validation du règlement d'un jeu, l'administration d'immeubles...

Écouter et dialoguer. À l'aise sur le plan relationnel, l'huissier est un conciliateur qui tente toujours de trouver un accord amiable ou un consensus avant de saisir les tribunaux. Il fait preuve d'une grande force de caractère et de beaucoup de diplomatie pour gérer les situations délicates ou désamorcer les tensions.

Conseiller. Ses compétences en droit, sa rigueur et son honnêteté sont appréciées des entreprises comme des particuliers. Pour mieux connaître ses droits et obligations, intervenir auprès des débiteurs qui ne payent pas leurs dettes..., l'huissier de justice est souvent indispensable !

S'adapter aux situations. Les déplacements sont fréquents et les horaires irréguliers : aucune journée ne ressemblant à une autre, mieux vaut apprécier les changements pour s'engager dans ce métier...

Niveau minimum d'accès : bac + 6

Statut(s) : Libéral, Statut salarié

Salaire du débutant : La rémunération varie en fonction des actes tarifés par l'État et des prestations à honoraires libres.

BAC + 6

Avocat.te

Défense des personnes et des sociétés. Auxiliaire de justice, l'avocat représente et défend devant un tribunal les particuliers ou les entreprises engagés dans un procès. Il suit des affaires civiles (accidents, divorces...) ou pénales (vols, crimes...). Dans le cadre des procédures pénales, il est présent lors des gardes à vue.

Conseil et négociation. À la demande de clients confrontés à la complexité des lois, il peut rédiger des actes spécifiques (contrats de travail, statuts d'une société...). Régler un litige en évitant un procès fait aussi partie des missions de l'avocat. À lui de négocier, afin de trouver une solution favorable aux intérêts de son client. Mandaté par plusieurs parties, il peut assurer une mission de médiation conduisant à un accord à l'amiable.

Droit pénal, commercial...L'avocat généraliste traite tout type d'affaire (civile, pénale, commerciale...). Lorsqu'il est spécialisé, il propose ses compétences en droit de la personne, droit pénal, droit des affaires, droit immobilier... C'est souvent le cas des professionnels travaillant au sein de cabinets d'avocats. Les avocats d'affaires exercent uniquement pour le monde de l'entreprise. Ils conseillent les sociétés dans les aspects juridiques de leurs projets (fusion, rédaction de contrats...) et les défendent en cas de contentieux.

Compétences requises

Rigueur et motivation. L'avocat est prêt à travailler d'arrache-pied sans compter ses heures : indispensable pour réussir. Il doit aussi être très organisé pour jongler d'un dossier à un autre et pour respecter les procédures et le calendrier judiciaire (dates des audiences).

Aisance rédactionnelle. Cet investissement personnel va de pair avec d'excellentes capacités rédactionnelles et la maîtrise des textes de loi, des règlements et de la jurisprudence. Pour cela, il se tient continuellement au courant de l'actualité juridique.

Discrétion et charisme. Tenu au secret professionnel, l'avocat est le confident de toutes les difficultés (judiciaires mais aussi économiques...) de ses clients. Personnage charismatique, il se distingue aussi par ses talents d'orateur et son fort pouvoir de persuasion, surtout lorsqu'il plaide au tribunal. Équilibré, réactif, il sait gérer les tensions, notamment au moment de l'audience. Il doit être capable de s'adapter à toute situation et de se remettre en question tous les jours.

Niveau minimum d'accès : bac + 6

Statut(s) : Libéral ou salarié

Salaire du débutant

2700 euros brut par mois pour le collaborateur libéral
Environ 2000 euros brut par mois pour l'avocat salarié

Magistrat.te

Faire appliquer la loi. Garant du bon déroulement des procès, le magistrat du siège applique la loi et rend un jugement conforme au droit, après avoir étudié le dossier et entendu objectivement les accusés et les accusateurs ainsi que leurs avocats exposer leurs arguments dans un débat contradictoire. Il peut fixer des sanctions et des peines, ordonner des dommages et intérêts. Ses fonctions varient selon sa spécialisation : juge d'instance, juge des enfants, juge de l'application des peines, juge des affaires familiales...

Défendre l'intérêt public. Le magistrat du parquet (substitut, procureur, avocat général...) officie au sein d'un tribunal de grande instance, d'une cour d'appel ou à la Cour de cassation. Sa mission : défendre les intérêts de la société et veiller au respect de l'ordre public. Il dirige les enquêtes de police, décide des suites à donner en cas d'infraction et s'assure de la bonne exécution des peines prononcées. En audience, il plaide (debout) pour réclamer une peine au nom de l'intérêt public qu'il représente.

Humain et juste. De solides connaissances en droit sont, bien sûr, exigées. Mais un magistrat doit aussi être attentif et disponible, humble et autonome, capable d'initiative et de synthèse, réactif et organisé, conciliant et compréhensif. Au quotidien, il est animé par la recherche constante de la vérité et le sens de l'équité.

Impartial et à l'écoute. L'action du magistrat s'inscrit de plus en plus dans un travail collectif. Prendre le temps de consulter différents partenaires est indispensable avant de rendre, en toute objectivité, une décision finale... parfois lourde de conséquences sur la vie des gens.

Faire preuve de psychologie est indispensable pour appréhender au mieux les cas à traiter. Des talents de médiateur contribuent à apaiser les conflits et à gérer les événements difficiles.

Niveau minimum d'accès :

bac + 7

Salaire débutant : 2092 €

Statut(s) : Statut fonctionnaire

Synonymes : Juge

Métiers Associés :

Juge aux affaires familiales,
Juge d'application des peines,
Juge des enfants,
Juge des libertés et de la détention,
Juge d'instance,
Juge d'instruction,
Procureur/e de la République,
Substitut/e du procureur

BAC + 7

Notaire

Certifier actes et contrats. En datant et signant un acte (de vente d'un bien, de mariage, de succession...), le notaire lui donne une valeur juridique qui s'impose aux signataires avec la même force qu'une loi. Il garantit l'authenticité de l'acte, du contrat. Il constate officiellement l'accord des parties et s'engage, personnellement, sur le contenu et la date.

Rédiger et faire valoir. Son rôle est décisif en droit de la famille : il conçoit et rédige les contrats de mariage ou d'adoption, règle les successions et les donations...

Il intervient aussi en matière immobilière en rédigeant les actes de vente d'un appartement ou d'une maison. Sa compétence s'étend aux contrats concernant la vie économique : bail commercial, cession de fonds de commerce...

Informier et conseiller. Le notaire informe également les personnes sur la nature des transactions et la portée de leurs engagements. Il leur explique les termes juridiques employés et les conseille.

Le droit étant complexe, il assiste également des organisations (entreprises, collectivités locales...) dans la rédaction de contrats et de conventions.

Être irréprochable. Le notaire est lié par le secret professionnel : une discrétion absolue s'impose. Des sommes d'argent importantes lui étant confiées, le sens des responsabilités et une honnêteté rigoureuse sont indispensables. Officier public, il doit faire preuve d'une totale impartialité dans la rédaction des actes ou contrats et dans la négociation des accords.

Expliquer et conseiller. Intervenant dans les dossiers touchant au droit de la famille (contrats de mariage, adoption...) et au droit immobilier, le notaire est incontestablement le juriste le plus souvent en contact avec le public. Il sait se montrer pédagogue pour informer le public sur la nature des actes et leurs conséquences.

Niveau minimum d'accès : bac + 7

Statut(s) : Libéral, Statut salarié

Salaire du débutant

La rémunération varie en fonction du tarif des actes fixé par décret, du statut (salarié ou non) et de la taille de l'étude.

Et encore plus de ressources en ligne...



BAC + 7



<http://siepg.univ-fcomte.fr/> UFR Sciences juridiques, économiques, politiques et de gestion



<http://ipag.univ-fcomte.fr/> Préparation des concours administratifs des fonctions publiques d'Etat, territoriale et hospitalière



https://scd.univ-fcomte.fr/bu_droit Bibliothèque universitaire Proudhon

Espace Avenir : documentation dédiée à l'orientation, la préparation des concours et à l'insertion professionnelle



<http://stage-emploi.univ-fcomte.fr> UFC Vie étudiante. OSE Service d'accompagnement des étudiants



<http://www.metiers.justice.gouv.fr/>



<https://www.fonction-publique.gouv.fr/>



<http://www.lamyetudiant.fr>



<https://www.emplois-juridiques.fr/>



<https://www.carrieres-juridiques.com/emploi-juridique>



<https://infos.emploipublic.fr>



<https://univ-droit.fr>



<https://www.cidj.com>



<http://www.onisep.fr>



<https://www.studyrama-emploi.com/>

JURISGUIDE <https://jurisguide.univ-paris1.fr/>